

**LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION S'ENGAGE
DANS UN P-V À RÉPONDRE À SES DOLEANCES****Le Cnapest décidera dimanche
de la suite de la grève**

Les rencontres ministère de l'Education-Cnapest ont abouti à la signature d'un procès-verbal dans lequel la tutelle s'engage à répondre favorablement aux attentes du syndicat sur les questions des primes, de la médecine du travail et des œuvres sociales. Le Cnapest tiendra dimanche son conseil national pour décider des suites à donner au mouvement de grève.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Incontestablement, un pas vient d'être franchi dans la lutte syndicale. Les syndicats autonomes ont

enfin le statut de partenaire avec lequel la tutelle négocie. Le Cnapest en fait partie. A l'issue des différentes rencontres avec le ministè-

re de l'Education au terme de trois semaines de débrayage, un P-V de réunion a été signé entre les deux parties.

La tutelle s'y engage à ce que les différentes primes des enseignants soient calculées sur la base du nouveau salaire avec effet rétroactif depuis janvier 2008, à ouvrir sérieusement le dossier de la médecine du travail, et à abroger

la décision ministérielle portant sur la gestion des œuvres sociales.

Au sujet des enseignants contractuels, un terrain d'entente a enfin été trouvé. Le ministère de l'Education s'est engagé à étudier toutes les possibilités pour leur titularisation. Benbouzid a saisi le Premier ministre afin qu'en coordination avec la Fonction publique, une

dérogation soit délivrée aux enseignants titulaires d'une licence pour qu'ils puissent participer aux concours.

Les directions de l'éducation saisiront par la suite les directeurs au niveau des wilayas pour qu'ils acceptent les dossiers des enseignants vacataires.

Le Cnapest est-il pour autant satisfait ? Son premier responsable, Nouar Larbi considère qu'il s'agit

de «préalables». Le Cnapest soumettra les propositions du ministère de l'Education à sa base.

Des assemblées générales ont eu lieu hier, jeudi des conseils de wilaya sont prévus avant la tenue du conseil national dimanche. C'est à l'issue de ce dernier que la décision de maintenir la grève ou de la suspendre sera prise.

N. I.

LE SNAPEST SATISFAIT DE SA RENCONTRE AVEC BENBOUZID**«La reprise est imminente»**

Le ministre de l'Education nationale a joué toutes les cartes pour tenter de stopper la grève qui secoue son secteur depuis trois semaines, en vain.

Au final, seuls des engagements écrits ont réussi à désamorcer la crise. Selon le Snapest, la reprise est imminente. Le syndicat donnera sa réponse définitive aujourd'hui.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le mouvement de grève en a surpris plus d'un, les syndicats

autonomes montrant de quoi ils étaient capables quant à se mobiliser et s'imposer en tant que partenaire

social à prendre au sérieux.

Le ministre a appelé à plusieurs reprises les enseignants à reprendre les cours. Ces derniers se sont obstinés dans leur mouvement de protestation, jusqu'à ce que Benbouzid donne par écrit son engagement à satisfaire l'ensemble de leurs revendications. La lutte des enseignants a donc fini par payer.

L'union des syndicats de l'éducation nationale a permis d'imposer les revendications des enseignants, selon le coordonnateur du Syndicat national autonome des professeurs d'enseignement secondaire et technique (Snapest). Le syndicat, après trois rencontres avec le ministre, s'estime satisfait du résultat obtenu. En effet, Benbouzid a donné son accord pour l'ensemble des revendications du syndicat, a affirmé M. Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest, lors de la conférence de presse qu'il a animée hier. Le ministre a ainsi donné des garanties sur l'effet rétroactif de l'application



Photo : Samir Sid.

Benbouzid s'est engagé, par écrit, à satisfaire l'ensemble des revendications.

du régime indemnitaire, le versement de toutes les primes et indemnités, y compris l'indemnité d'expérience pédagogique (IEP), et l'indemnité d'amélioration des performances pédagogiques (IAPP), indexées sur le salaire de base actuel.

Benbouzid a également dit qu'il était d'accord concernant la création d'un conseil de gestion, d'orientation et de contrôle concernant les œuvres sociales. Cet argent sera contrôlé chaque année par la Cour des comptes. Ainsi, la directive qui attribue la gestion des œuvres sociales à un seul syndicat est annulée depuis lundi dernier.

Cette dernière sera dorénavant prise en charge par une commission autonome. La médecine du travail, elle aussi, est inscrite dans le calendrier des points à revoir. Le ministre s'est engagé à mettre en place une commission qui prendra en charge les enseignants techniques. Le Snapest et la

tutelle devaient signer le procès-verbal de la réunion hier après-midi, et le bureau du syndicat devait se réunir hier soir pour décider de l'arrêt ou de la poursuite de la grève.

Cependant, selon le confédérateur, «la reprise est imminente». Sera-t-il possible de rattraper le retard de trois semaines de cours, notamment pour les classes d'examen ? Oui, selon Meziane Meriane, qui dit que le mouvement syndical a eu la même expérience en 2003. Avec plus d'un mois de grève, dira-t-il, les élèves avaient passé leur examen avec un programme achevé.

S. A.

**Benbouzid promet
de trouver une solution
pour les contractuels**

Le ministre de l'Education nationale aurait promis de trouver un compromis avec la Fonction publique pour prendre en charge les enseignants contractuels. C'est ce qu'a indiqué, hier, le coordonnateur du Snapest, M. Meziane Meriane. Ces enseignants, après avoir été empêchés de passer les concours de recrutement, auront le droit d'y postuler avec un bac+4 et bénéficieront d'une bonification d'un point pour chaque année dûment travaillée.

S. A.

**AU DEUXIÈME JOUR DE
GRÈVE DES MÉDECINS
GÉNÉRALISTES****Un taux de suivi de 87 %
à l'échelle nationale**

Selon le porte-parole du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le docteur Merabet, une meilleure adhésion a été enregistrée au deuxième jour de grève des médecins généralistes. Apparemment, les médecins grévistes ne sont pas prêts à lâcher prise, jusqu'à satisfaction de leur plateau de revendications. Hier, au deuxième jour du mouvement de débrayage, un taux de suivi de 87% a été enregistré, contre 82% au premier jour de grève. Ainsi, les médecins généralistes affiliés au SNPSP ont répondu à l'appel de la grève avec un taux de 87 % à El-Tarf, 85% à El-Oued, Sidi-Bel-Abbès et Oum-el-Bouaghi, ainsi que 83 % à Constantine, 82 % à Alger et 81 % à Annaba. Le plus fort taux de suivi a été enregistré dans la wilaya de Tizi-Ouzou avec 97%, suivie de Skikda (95,4%), Béjaïa (93 %) et Blida (92 %). Le taux le plus faible a été enregistré dans la wilaya d'Oran avec 65 %, contre 68 % à Jijel et à Mostaganem, 75 % à M'sila, 77,5 % à Ghardaïa et 78 % à Adrar. Pour le porte-parole du SNPSP, «il est vraiment réconfortant de constater une meilleure adhésion au deuxième jour de protestation». Cela, a-t-il poursuivi, «démontre la légitimité de l'action et la justesse des revendications, ainsi que la détermination des praticiens de la santé publique à maintenir la grève jusqu'à satisfaction de leurs doléances». Mais en parallèle, ajoute le docteur Merabet, «nous sommes vraiment déçus de ne voir aucune réaction de la part du ministère de la Santé qui affiche toujours le même mépris et une attitude d'insouciance totale à l'égard de la corporation». Pour rappel, les principales revendications des grévistes consistent en la promulgation du statut particulier des praticiens de la santé publique et l'association du partenaire social à la confection de la mouture présentée aux services du gouvernement, ainsi que l'ouverture de négociations sur le régime indemnitaire et son application, avec effet rétroactif, au 1^{er} janvier 2008. Enfin, il est à signaler que cette grève sera reconduite chaque semaine, à raison de trois jours (lundi, mardi et mercredi), durant un mois. Après l'expiration du délai, si aucune initiative de la part de la tutelle ne vient à réconforter la situation, le SNPSP, affirme son porte-parole, organisera un congrès extraordinaire durant lequel il sera décidé des suites à donner à ce mouvement de protestation.

Mehdi Mehenni